

50063

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
LIMITEE

E/CN.14/INR/26  
24 octobre 1963

Original: ANGLAIS/  
FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Réunion d'experts de la sidérurgie  
en Afrique de l'Ouest  
Monrovia, 14-18 octobre 1963

RAPPORT DE LA REUNION D'EXPERTS  
DE LA SIDERURGIE EN AFRIQUE DE L'OUEST

1. Une réunion d'experts de la sidérurgie en Afrique de l'ouest s'est tenue à Monrovia (Libéria) du 14 au 18 octobre 1963.
2. Des représentants des pays suivants ont assisté à la réunion: Gabon, Ghana, Libéria, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone. Y assistaient également des observateurs de l'Autriche, des Etats-Unis d'Amérique, de la République Fédérale d'Allemagne, de l'Italie, des Pays-Bas, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de la Yougoslavie. On trouvera ci-joint la liste des participants (annexe I).
3. Le Vice-Président du Libéria et le Commissioner of the Commonwealth District of Monrovia ont souhaité la bienvenue aux délégués. Des allocutions d'ouverture ont été prononcées par le Secrétaire d'Etat p.i. et par le représentant du Secrétaire exécutif. Le texte en anglais de ces allocutions est reproduit en annexe (annexes II et III).
4. M. James M. Weeks (Libéria) et M. N'Guema (Gabon) ont été élus respectivement président et vice-président.
5. L'ordre du jour provisoire (E/ N.14/IS/1) a été adopté. La discussion s'est basée sur un rapport sur la sidérurgie en Afrique de l'ouest élaboré par le secrétariat de la CEA avec le concours de ses experts (E/CN.14/IS/2, Corr.1 (anglais seulement) et Corr.2). Au cours de la réunion, des tableaux extraits d'un rapport établi pour la troisième conférence sur l'harmonisation des programmes de développement industriel en Afrique de l'ouest, convoquée par le Président du Niger, ont été diffusés à la demande du représentant du Niger.
6. Les prévisions de consommation d'acier (évaluées en acier brut) dans la sous-région pour 1970 ont été évaluées à 1.100.000 tonnes dans le rapport, sur la base de l'hypothèse raisonnablement optimiste d'un accroissement du produit intérieur brut des différents pays. Les experts de la CEA ont recommandé de n'envisager, à un premier stade, que la production de profilés légers, à l'exclusion des profilés lourds et des produits plats larges, la production économique de ceux-ci exigeant un marché plus étendu et la solution de problèmes techniques plus difficiles. L'usine projetée ne pourra, même, ni élaborer toute la gamme des profilés légers nécessaires aux pays de la sous-région, ni en raison de son étendue considérable,

alimenter à 100 pour 100 l'ensemble des pays qui la constituent. Enfin, l'existence de petites usines basées sur la ferraille locale et élaborant le même genre de produits réduira également le marché ouvert à cette usine. C'est cet ensemble de raisons qui a conduit les experts de la CEA à proposer d'abord une usine de 400.000 tonnes d'acier brut, l'implantation de l'usine étant choisie de façon telle que son extension soit possible.

7. Dans ces conditions, les experts de la CEA ont estimé qu'il était préférable, en raison des économies de dimension, de ne construire qu'une seule usine intégrée sur la côte, usine d'une capacité initiale annuelle de 400.000 tonnes pouvant utiliser le haut-fourneau, qui, sauf dans des cas exceptionnels où le coût de l'énergie (gaz naturel ou énergie hydro-électrique) est extrêmement bas, reste encore le procédé le plus économique pour arriver à la fabrication de l'acier, tout au moins pour réaliser une production de l'ordre de grandeur envisagé. La sous-région étant pauvre en charbons cokéfiabiles et possédant de grandes réserves de minerai riche, il y a intérêt à utiliser dans toute la mesure du possible les minerais les plus riches, afin de diminuer autant que possible la consommation de combustible solide. Bien entendu, le haut-fourneau devra être précédé d'un atelier de préparation des charges et devra comporter toutes les possibilités d'injection par tuyères d'autres combustibles que le coke, tels que gaz naturel, fuel oil, charbon pulvérisé, ces procédés permettant également de réaliser une sensible économie de coke. La Réunion a été d'avis qu'il faudrait utiliser pour la réduction du minerai la technologie la plus moderne et la plus efficace compte tenu des considérations économiques propres à l'industrie en cause et des conditions économiques de la sous-région de l'Afrique de l'ouest.

8. La fonte produite à partir de minerai à faible teneur de phosphore serait convertie en acier par un procédé à l'oxygène. La technique de la coulée continue étant maintenant bien au point, il a paru inutile aux experts de la CEA de prévoir la dépense considérable d'un blooming et la sujétion des lingotières. Les demi-produits provenant de la coulée continue seraient (i) laminés dans des trains finisseurs, petits trains et trains moyens pour la production des profilés légers, fil-machine, ronds

à béton, laminés marchands, poutrelles étroites, cornières, petites poutrelles, etc.; (ii) exportés vers les usines de relaminage installées dans la sous-région.

9. En raison du prix peu élevé à la tonne des produits sidérurgiques, le coût du transport joue un rôle important dans le prix de ces produits rendus sur le lieu d'utilisation. Etant donné que les moyens de communication existant à l'intérieur de la sous-région permettent surtout un approvisionnement à partir des ports de la côte, les frais de transport par cabotage entre le port où l'usine sera installée et les autres ports principaux doivent être étudiés avec soin. Jusqu'ici, il n'y a pas eu, entre les différents ports de la sous-région, de transports réguliers de tonnages importants. Le taux des frêts actuellement pratiqué par les compagnies de navigation est sans doute trop élevé et devrait être abaissé sensiblement, lorsque l'usine sera en fonctionnement et approvisionnera régulièrement les différents pays de la sous-région. Il serait souhaitable que les pays candidats à l'implantation d'une telle usine examinent avec les compagnies de navigation intéressées le niveau des frêts envisagé dans le cas de la création d'une usine sidérurgique. A cet égard, il pourrait valoir la peine, dans le dessein plus vaste de favoriser les échanges en Afrique de l'ouest, de conclure des arrangements de transports maritimes concertés en Afrique de l'ouest; ce point pourrait être examiné par le Comité permanent de l'industrie, des transports et des ressources naturelles.

10. Il a été généralement admis qu'un seul établissement intégré devrait être créé au départ, de préférence sur la côte. On a noté que les experts de la CEA avaient recommandé que l'usine soit située au Libéria (soit à Monrovia ou à Buchanan), en Nigéria (à Port Harcourt) ou au Ghana (à Tema). La Réunion est convenue que ces emplacements devaient être étudiés et a demandé qu'en outre d'autres possibilités soient prises en considération, en Nigéria ou peut-être au Gabon. On a reconnu qu'une usine intégrée située sur la côte ne serait probablement pas en mesure de fournir tous les territoires éloignés de la côte à des prix avantageux en raison du coût élevé du transport. Il a donc été jugé souhaitable de créer de plus petites usines à l'intérieur de la sous-région. Il a été recommandé qu'une étude soit entreprise dès que possible sur les prix de revient comparés des

produits en acier, livrés aux centres de consommation, fabriqués par ces petites usines d'une part et par l'usine intégrée de la côte d'autre part. Cette étude devrait tenir compte des plans de coopération technique entre groupes de pays de la sous-région.

11. Il a été suggéré qu'il y avait des possibilités de produire dans l'usine intégrée non seulement des produits sidérurgiques finis pour le marché de l'Afrique de l'ouest, mais aussi de la fonte et des demi-produits pour l'exportation. Il a été reconnu que l'usine pouvait produire économiquement une certaine proportion de demi-produits pour le laminage dans de petites usines de la sous-région. Cependant, on a souligné que le marché international de la fonte et des demi-produits était tel actuellement qu'il était douteux que l'on puisse compter raisonnablement sur des marchés réguliers pour la fonte et les demi-produits en dehors de l'Afrique, sauf cependant sur la base de contrats à long terme avec certains producteurs importants, tels que le Japon.

12. La Réunion, qui a reconnu qu'il fallait absolument qu'une importante aciérie ouest-africaine soit assurée de débouchés sur le marché ouest-africain, a recommandé la conclusion d'arrangements par les quels les gouvernements de la sous-région donneraient priorité à l'usine intégrée pour leurs achats de produits en acier sous réserve des mesures économiques qui pourraient être prises ultérieurement. On devra envisager, au premier stade de l'exploitation de l'usine, aussi une protection douanière limitée. Il a été reconnu également que l'existence de produits d'acier en Afrique de l'ouest imposerait l'étude de nouveaux courants d'échanges en vue d'assurer le paiement des livraisons. La co-propriété et la co-gestion de l'usine faciliteraient aussi ce processus. Ces problèmes sont complexes et appellent de nouvelles études de la part de la CEA.

13. La Réunion a estimé que l'implantation d'une usine sidérurgique intégrée en Afrique de l'ouest doit être considérée comme s'inscrivant dans un programme de créations et de mises en commun d'industries modernes au plan sous-régional puis, ultérieurement, au plan du continent africain tout entier.

14. Le Secrétaire exécutif a été prié de faire d'urgence, avec le concours d'experts, des études complémentaires sur les sujets suivants:

- a) à partir de renseignements fournis par le Gabon, le Ghana, la Libéria et la Nigéria, analyse comparative du coût de production d'usines intégrées implantées dans ces pays pour des capacités de 400.000 et de 700.000 tonnes-lingots;
- b) prix de transport entre les usines situées aux emplacements possibles et les principaux centres de consommation de l'Afrique de l'ouest;
- c) mesures d'ordre commercial pour assurer la demande maximum dans les pays de l'Afrique de l'ouest pour les produits de l'usine intégrée, y compris les éléments d'un cadre d'échange en vue de permettre des changes convenables pour le paiement de l'acier;
- d) possibilité d'une certaine peréquation des frais de transport;
- e) mesures éventuelles pour un financement et une gestion communs de l'usine intégrée;
- f) possibilité de créer une deuxième usine éloignée de l'usine de la côte dans le cadre du programme de travail déjà tracé par la CEA pour l'industrie sidérurgique.

15. Il a été demandé à tous les gouvernements de l'Afrique de l'ouest de donner leur aide maximum au Secrétaire exécutif et à ses experts dans la préparation de ces études, en vue de leur achèvement si possible dans un délai de quatre mois. Le Secrétaire exécutif a été prié de convoquer une nouvelle réunion d'experts vers la fin d'avril 1964, à Niamey. On a exprimé l'espoir que tous les gouvernements de l'Afrique de l'ouest participeront à cette réunion.

ANNEXE I

LISTE DES PARTICIPANTS

MEMBRES

Gabon	M. Wiezelezynski Commissariat au Plan Libreville  M. Nguema Ndong Ingénieur
Libéria	M. J. Milton Weeks Director General National Planning Agency  M. A. Momolu Massquoi Director Bureau of Mines  M. Burleigh M. Holder Asst. Cons. Department of State  M. J. Jellico Bright Research Officer (Industry)  M. J. Larmax Cox Director Labour Bureau  Dr Dan Harnstein Advisor
Mali	M. Robert N'Daw Directeur général du Bureau minier du Mali  M. Louis Sangare Directeur du Plan
Niger	M. Bonnier
Nigeria	M. Wilh. Heuvels Industrial Adviser

Nigeria (suite) M. Damcida, I.M.  
Dputy Secretary (Industry)  
M. O. Ekechukwu  
Industrial Chemist

Sénégal M. Seydina-Issa Diop  
Ingénieur  
M. Mouhamadou  
Ingénieur géologue  
Direction des mines

Sierra Leone M. David S. Fraser  
Assistant

Ghana M. J.A. Pokoo-Aikins  
First Secretary  
Ghana Embassy  
Monrovia  
M. Edoe  
M. Mensah

OBSERVATEURS

Autriche M. H. Eder  
Mining Engineer  
M. Klinar  
Consultant

République Fédérale  
d'Allemagne Dr d'Heil

Italie M. G. Lucifora  
Director of Engineering Iron and Steel Plants  
Consider SPA

Pays-Bas M. A. Drijver  
Mining Director

Etats-Unis  
d'Amérique M. Walter F. Keville  
Third Secretary  
Economic Attaché  
American Embassy  
Accra



Etats-Unis d'Amérique (suite) M. Roderick G, Murchison  
Regional Minerals Attaché  
American Embassy  
Accra

URSS M.I. Bourtsev  
Counsellor  
USSR Embassy  
Freetown

Yougoslavie M. Jakubin Martin  
Dipl. Economist  
Vice Président commercial  
Zeijezara Sisak  
  
M. Nunic Hajrudin  
Engineer Counsellor  
Zeijezara Sisak

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

M. A.F. Ewing, Directeur de la Division de l'industrie, des transports  
et des ressources naturelles

M. R. Howard-Goldsmith, Expert, développement des ressources minérales.

1.  $\frac{1}{x^2} = x^{-2}$   
2.  $\frac{d}{dx} x^{-2} = -2x^{-3}$   
3.  $= -2x^{-3}$   
4.  $= -\frac{2}{x^3}$

1.  $\frac{d}{dx} x^3 = 3x^2$   
2.  $\frac{d}{dx} x^2 = 2x$   
3.  $\frac{d}{dx} x = 1$

1.  $\frac{d}{dx} x^4 = 4x^3$   
2.  $\frac{d}{dx} x^3 = 3x^2$   
3.  $\frac{d}{dx} x^2 = 2x$   
4.  $\frac{d}{dx} x = 1$

1.  $\frac{d}{dx} x^5 = 5x^4$   
2.  $\frac{d}{dx} x^4 = 4x^3$   
3.  $\frac{d}{dx} x^3 = 3x^2$   
4.  $\frac{d}{dx} x^2 = 2x$   
5.  $\frac{d}{dx} x = 1$

1.  $\frac{d}{dx} x^6 = 6x^5$   
2.  $\frac{d}{dx} x^5 = 5x^4$   
3.  $\frac{d}{dx} x^4 = 4x^3$   
4.  $\frac{d}{dx} x^3 = 3x^2$   
5.  $\frac{d}{dx} x^2 = 2x$   
6.  $\frac{d}{dx} x = 1$

1.  $\frac{d}{dx} x^7 = 7x^6$   
2.  $\frac{d}{dx} x^6 = 6x^5$   
3.  $\frac{d}{dx} x^5 = 5x^4$   
4.  $\frac{d}{dx} x^4 = 4x^3$   
5.  $\frac{d}{dx} x^3 = 3x^2$   
6.  $\frac{d}{dx} x^2 = 2x$   
7.  $\frac{d}{dx} x = 1$

1.  $\frac{d}{dx} x^8 = 8x^7$   
2.  $\frac{d}{dx} x^7 = 7x^6$   
3.  $\frac{d}{dx} x^6 = 6x^5$   
4.  $\frac{d}{dx} x^5 = 5x^4$   
5.  $\frac{d}{dx} x^4 = 4x^3$   
6.  $\frac{d}{dx} x^3 = 3x^2$   
7.  $\frac{d}{dx} x^2 = 2x$   
8.  $\frac{d}{dx} x = 1$

1.  $\frac{d}{dx} x^9 = 9x^8$   
2.  $\frac{d}{dx} x^8 = 8x^7$   
3.  $\frac{d}{dx} x^7 = 7x^6$   
4.  $\frac{d}{dx} x^6 = 6x^5$   
5.  $\frac{d}{dx} x^5 = 5x^4$   
6.  $\frac{d}{dx} x^4 = 4x^3$   
7.  $\frac{d}{dx} x^3 = 3x^2$   
8.  $\frac{d}{dx} x^2 = 2x$   
9.  $\frac{d}{dx} x = 1$

1.  $\frac{d}{dx} x^{10} = 10x^9$   
2.  $\frac{d}{dx} x^9 = 9x^8$   
3.  $\frac{d}{dx} x^8 = 8x^7$   
4.  $\frac{d}{dx} x^7 = 7x^6$   
5.  $\frac{d}{dx} x^6 = 6x^5$   
6.  $\frac{d}{dx} x^5 = 5x^4$   
7.  $\frac{d}{dx} x^4 = 4x^3$   
8.  $\frac{d}{dx} x^3 = 3x^2$   
9.  $\frac{d}{dx} x^2 = 2x$   
10.  $\frac{d}{dx} x = 1$

1.  $\frac{d}{dx} x^{11} = 11x^{10}$   
2.  $\frac{d}{dx} x^{10} = 10x^9$   
3.  $\frac{d}{dx} x^9 = 9x^8$   
4.  $\frac{d}{dx} x^8 = 8x^7$   
5.  $\frac{d}{dx} x^7 = 7x^6$   
6.  $\frac{d}{dx} x^6 = 6x^5$   
7.  $\frac{d}{dx} x^5 = 5x^4$   
8.  $\frac{d}{dx} x^4 = 4x^3$   
9.  $\frac{d}{dx} x^3 = 3x^2$   
10.  $\frac{d}{dx} x^2 = 2x$   
11.  $\frac{d}{dx} x = 1$

ANNEX II

STATEMENT MADE BY MR WILMOT A. DAVID, ACTING SECRETARY  
OF STATE, ON 14 OCTOBER 1963

A little over two years ago, the Government of Liberia was host to the first African Conference of Heads of States and Governments which convened here in Monrovia in May 1961. Today, after a series of meetings and an era of progress, all of the people of Africa now proudly boast of their own organization, the Organization of African Unity, which came into being in May of this year in Addis Ababa.

It was in June of last year that the Government of Liberia was again host to another very important African Conference, the first meeting of the Committee of Nine established by the United Economic Commission for Africa and charged with the responsibility of devising ways and means for establishing an African Development Bank. In August of this year, just about a year after the Committee of Nine first met in Monrovia, the representatives of all the African States met in Khartoum and signed the Charter formally establishing the African Development Bank.

Today you are here to convene the first meeting of Experts on Iron and Steel in West Africa. On behalf of the Government and people of Liberia, I heartily welcome you to our country as you are about to begin your deliberations on the possibilities of establishing an integrated iron and steel plant for West Africa. Like the two conferences mentioned above, this meeting is designed to lay the ground work on which to build a closer degree of economic co-operation among our countries. I have no doubt that the success you will achieve will be as spectacular as those already attained by us in the political and banking fields.

It is especially noteworthy that you have decided to approach the problem of an integrated iron and steel community on a sub-regional basis as a first step towards the gradual integration of the West African

Market into the frame work of the greater African Region.

That area north and west of the Congo, west and south of Lybia, Algeria and the Spanish Possession in West Africa, is composed of 18 countries whose economies, population and territories are not sufficiently strong enough to permit any of them to successfully combat the problem of a highly industrialized programme on an individual basis.

This situation arises as a result of a complex of factors principal among which are the strong economic blocs that exist in the world today. The industrialization and consolidation of the economic position of a country or a region in today's world is basically tied to the availability of World Markets.

Today, we see around us numerous examples of highly industrialized countries seeking to unite economically in an attempt to protect their markets and provide new markets for their expanding economies. Countries like the Soviet Union and the United States which are basically self-sufficient are engaged in sustained and determined efforts to find more available markets for the products of their industries. A recent example of this type of activity is the so-called "Chicken War" now going on between the United States and the European Common Market.

For us in Africa, if ever we are to develop an economy with any degree of independence, and in the parlance of everyday language, if ever we are to lift ourselves up by our boot straps, we must unite and work co-operatively. We must pool the resources we have, our natural resources and our manpower. We must produce goods which we can sell to each other. We must buy from each other. In short we must create an economic climate in which Inter-African Trade is not a possibility but the only possibility, feasible and sound from an economic point of view.

No true African needs to be convinced that he would be better off working co-operatively with his brother African. There is abundance of facts and figures which show that if we co-operate, we will be able to

undertake projects which cannot be undertaken on an individual basis. We will be able to undertake projects which can be accomplished more by undertaking projects together, which if they had to be undertaken on an individual basis would have to wait until some future time and possibly without achieving any appreciable result.

The sizes of our countries, area wise as well as in population, demand that we co-operate; our lack of financial resources requires us to do so; our need for adequate markets compels us to do so.

It is our duty to devise ways and means to combat this problem. We must find a way to counter the disadvantages we now face and use to our best interests the advantages that are favourable to us.

It has always been the view of the Government of Liberia that if we are to attain our cherished hope of making Africa an integrated unit, economic as well as political, our process of integration will have to be organic and well planned. It must be undertaken step by step and we must begin by co-operating in selected fields which lend themselves more readily to co-operation.

Distinguished delegates, the United Nations Economic Commission for Africa has constituted you as a Committee of Experts and charged you with the responsibility of studying the possibility of establishing an integrated iron and steel plant for the states constituting the sub-region of West Africa. In the next few days and at subsequent meetings, you are going to explore the feasibility of setting up such a plant; you will consider the possible location of the plant in relation to transportation facilities, raw materials that are required to feed the plant and the availability of trained persons to operate the plant. You are also going to study and determine what markets are available inside and outside Africa.

This is only one of the many problems in the economic complex which now faces us. Your task is a formidable one but I am confident that you are able to meet the challenge. This project holds in store immense benefits

for us as its success will open up to us vast new areas of co-operation which are closely tied to this particular project.

The Government and people of Liberia are indeed happy and honoured at your choice of our country to hold your first meeting. I want to emphasize in a most emphatic manner that my Government attaches the greatest importance to this meeting. The facilities of our country are at your disposal and we especially invite you to take time out from your deliberations to visit places of interest in Liberia. As you are concerned with iron and steel, it is hoped that you will be able to visit one of our iron ore mines. The ore you will see at this mine is of the highest quality. I need not tell you that it is the basic raw material used in the manufacture of iron and steel.

Your presence here is indicative of the keen sense of the responsibility which our several Governments have in this vital problem, not only for the peoples of our Continent but also for the peoples of the world in general.

In welcoming you again to Liberia, it is the fervent wish of my Government that your deliberations will be fruitful and that your every act will enhance the cause of African Unity as well as the progress and development of the world.

ANNEX III

STATEMENT MADE BY MR. A. F. EWING, REPRESENTATIVE OF THE  
EXECUTIVE SECRETARY OF ECA AND DIRECTOR  
OF THE DIVISION FOR INDUSTRY,  
TRANSPORT AND NATURAL RESOURCES

I should like, in the name of the Executive Secretary of the Economic Commission for Africa, to express our sincere thanks to the Government of Liberia for acting as hosts to this meeting.

The Secretary of State has rightly recalled other occasions when the Government of Liberia has acted as the starting point of an important African venture. Apart from the famous Monrovia Conference, which was one of the stepping stones to African unity, the Government of Liberia has played the same pioneering role in the work of ECA. The success of the Khartoum Conference establishing the African Development Bank was due in large measure to the work of the Committee of Nine, which started work in Liberia and was led by a distinguished Liberian. This particular meeting of experts could well be of major importance, not only from the point of view of iron and steel development but also in the whole process of industrialization of Africa.

The first meeting of the ECA Standing Committee on Industry and Natural Resources, held in Addis Ababa a year ago, stressed the importance of starting immediately modern strategic industries, as a vital necessity for a real industrialization programme. The Committee equally underlined that since these industries were necessarily of a certain minimum size, sub-regional co-operation was essential with modern industries deliberately designed to serve the markets of several countries. Iron and steel is a major example of this type of industry, since a certain minimum scale of

output is required. This meeting of experts may well be the starting point in a whole series of similar ventures designed not only to set up iron and steel-making on a sufficient scale in the major sub-regions of Africa but also a number of other key industries, shared out on an equitable basis.

The whole programme of work of ECA on industrialization is along these lines and hence we cannot overstress the significance of what we are starting this week.

We begin with the fact that iron ore is one of West Africa's richest natural resources. The time has come when this should be transformed into steel for use in Africa and not simply exported as raw material. There is no need to dwell on the role of iron and steel in the development of economy. It is universally recognized that without domestic production of iron and steel, the whole complex of engineering industries on which a modern economy depends cannot grow. Once this group of industries is established there is a multiplier effect and a steady stimulus to the whole process of economic growth.

The agenda of this meeting of experts - and in parentheses, I hope we shall be joined in the course of the day by a few more delegates who have been announced, together with our distinguished consultants who have played a large part in the preparation of the basic document before us - follows the lines of our document and provides for a systematic examination of the demand for iron and steel products, raw materials and fuel, factors governing the size and location of an integrated steel plant, technical matters, labour and transport. I need not dwell in this opening meeting on the content of the document, except that I would like to sound a warning that we should not be carried away by apparently attractive new small-scale processes which have not yet been commercially proved.



There is an item on the agenda on trade in iron and steel. It would seem inappropriate to try to go too far into trade problems, which are now being dealt with intensively by other ECA bodies. I would recall in this connexion the resolutions designed to move towards a Free Trade Area and eventually an African Common Market, passed at the fifth session of ECA and at the Summit Conference in Addis Ababa. One thing is clear, however, and that is that if we are to succeed in setting up a sizeable plant to serve a large part of the West African market, there must be free trade in iron and steel products, at least, between the participating countries.

This meeting is one of the earlier practical tests of the spirit of Addis Ababa, a test which was passed with flying colours in Khartoum when the decision was taken to establish the African Development Bank. We may hope the same spirit of mutual give and take prevails here. Successful discussion of these problems illustrates decisively the concept of political unity and economic common-sense joining hands.

May I once again express our sincere thanks to the Government of Liberia for making this meeting possible, and wish you every success.